

ARGENTINE - Compagnie pétrolière YPF : la douleur de ce qui a été et le défi de ce qui est

Adolfo Pérez Esquivel

jeudi 26 avril 2012, mis en ligne par [Dial](#)

Buenos Aires, le 17 avril 2012.

La décision de la présidente argentine de renationaliser YPF va dans le sens d'un chemin correct vers la récupération de la souveraineté nationale. C'est un chemin difficile et rempli d'obstacles qu'il faut assumer et parcourir avec beaucoup de force et d'espérance.

Nous devons soutenir notre présidente qui, avec courage, a pris la décision politique d'assumer cette réclamation populaire qui dure depuis des années. Nous devons par tous les moyens lui apporter notre soutien pour fortifier cette décision gouvernementale qui a provoqué une tempête dans les intérêts économiques et politiques du monde entier.

Le gouvernement espagnol est scandalisé que le gouvernement argentin en soit arrivé à défendre ce qui pour eux est indéfendable. En réalité, l'entreprise espagnole REPSOL a fait de très grands profits et peu ou pas d'investissements pour le développement de la production argentine de pétrole.

Pourtant, tout le monde connaissait la façon d'agir de REPSOL dans d'autres pays et, malgré cela, la décision de Menem, l'ancien président argentin, a été de céder YPF à l'Espagne avec toutes les conséquences qu'on peut constater aujourd'hui.

Je ne vais pas ici faire des commentaires sur ceux qui, dans les provinces, ont soutenu les privatisations et ont même fait la fête, en disant qu'il s'agissait là de la meilleure solution pour résoudre les problèmes du pays. Cependant, nous devons garder tout cela en mémoire et nous souvenir des députés et des sénateurs qui ont approuvé ces décisions néfastes que le pays doit maintenant assumer pendant plusieurs générations. Il en est de même pour toutes les autres lois : la loi sur l'impunité, la loi antiterroriste, les privatisations et toutes les autres calamités.

Souvenons-nous d'Aerolineas Argentinas qu'Iberia a démantelé et fait disparaître en emportant tous les équipements, les moteurs, les avions et tout ce qu'ils ont pu emporter. Après ce désastre, le gouvernement argentin a dû assumer la renationalisation d'Aerolineas et prendre en charge toute la dette et tous les désastres causés par IBERIA.

Aujourd'hui, la nationalisation d'YPF pose ce même type de problème avec le manque d'investissement, la déstructuration de l'entreprise, les coûts et les dettes des actifs et des passifs laissés par REPSOL qui sont énormes. Il faudra beaucoup de sérénité pour pouvoir rendre à nouveau la rentabilité à cette entreprise.

J'ai signalé plusieurs fois, et cela revient comme un refrain, qu'un pays qui ne contrôle pas ses ressources naturelles et ses entreprises stratégiques indispensables pour son développement intégral, est un pays sans souveraineté.

C'est un mal qui affecte l'Argentine depuis plusieurs décennies, un mal qui a apporté un retard périlleux à notre pays qui a presque tout privatisé et qui maintenant continue à accumuler une dette extérieure et intérieure incommensurable. Cette dette va provoquer de grands sacrifices pour le peuple et nécessitera bien des efforts pour en rediscuter.

REPSOL prétend réclamer de l'argent à l'Argentine et se fait passer pour créancier, alors qu'il est le plus grand débiteur du peuple argentin. Le gouvernement argentin doit exiger de cette entreprise le paiement des investissements qu'elle n'a pas fait.

Les pays européens protestent contre l'Argentine en disant que ce pays n'est pas sûr pour leurs investissements. En réalité, ceux qui ne sont pas sûrs, ce sont les entreprises transnationales comme REPSOL et bien d'autres, qui viennent seulement pour exploiter nos richesses et qui n'investissent pas pour le développement et pour la vie du peuple. Nous n'attendons pas d'eux de la charité, mais de la responsabilité, et ils n'en ont pas.

Nous faisons un grand appel aux gouvernants et aux législateurs pour leur dire qu'il ne leur est plus possible d'agir selon le vent qui souffle en leur faveur pour la spéculation politique.

Il faut promulguer des lois qui empêchent un gouvernement de privatiser les biens et les richesses du pays qui font partie du patrimoine du peuple et ne sont pas la propriété des gouvernants nationaux ou provinciaux.

Les décisions au sujet de ce patrimoine doivent être prises par le peuple lui-même, à travers des consultations populaires et en accord avec le droit constitutionnel, pour éviter que des faits similaires ne se reproduisent.

Il nous faut sortir de cette démocratie déléguée où les gouvernants font ce qu'ils veulent et non ce qu'ils devraient faire. Nous devons construire une démocratie participative avec prises de décision sur les grands thèmes du pays dans le cadre de la politique du gouvernement et en évitant le féodalisme des provinces. C'est ainsi que nous parviendrons à l'arrêt de tout ce qui produit davantage de pauvreté et engendre la marginalisation de notre peuple.

YPF a eu autrefois son heure de gloire et d'orgueil national mais, aujourd'hui, tout cela n'est qu'un lointain souvenir et, à présent, le gouvernement actuel doit remonter un long chemin pénible qui résulte de l'irresponsabilité de REPSOL.

Je dois cependant signaler que le pétrole n'est pas la seule affaire en cours pour la récupération de la souveraineté nationale. Le gouvernement doit aussi agir, avant qu'il ne soit trop tard, sur les compagnies minières qui emportent hors du pays 97% de la valeur des richesses extraites du sol avec une simple déclaration juridique ; il doit aussi agir sur la vente du territoire national qu'elles occasionnent. Le pays a délaissé son droit souverain pour se soumettre aux tribunaux internationaux qui ne tiennent aucun compte des droits du peuple argentin. Ils mettent en péril la santé des habitants, ainsi que les ressources en eau et tout le milieu environnemental. De plus, ces compagnies minières génèrent de grands dommages économiques pour les petits et les moyens producteurs. Tout cela est le fruit de l'époque des privatisations du gouvernement Menem, qui, en se soumettant aux intérêts étrangers, a provoqué les plus grands dommages dans le pays.

Nous espérons que la décision présidentielle de renationaliser YPF va aboutir rapidement et, pour y parvenir, nous devons soutenir cette décision de récupération de notre souveraineté nationale avec sérénité et confiance.

Adolfo Pérez Esquivel (Prix Nobel de la Paix) est Président du Service paix et justice.

Traduction française de **Francis Gély**.